

Paris, le 19 janvier 2025

LES PERSONNELS ONT GAGNÉ DES AVANCÉES POUR LA RENTRÉE 2025 : IL FAUT MAINTENIR LA PRESSION !

La ministre Élisabeth Borne a annoncé les moyens et la politique éducative pour la rentrée 2025 : SUD éducation constate de réelles avancées puisque le gouvernement a renoncé à la suppression des 4000 postes du budget Barnier et le ministère de l'Éducation nationale enterre petit à petit le "choc des savoirs". Ces avancées sont le fruit de la combativité des personnels qui ont maintenu la pression en se mobilisant malgré l'instabilité politique. Néanmoins, même si le service public d'éducation a évité le pire pour la rentrée 2025, SUD éducation appelle à continuer à se mobiliser pour bâtir une école qui réponde réellement aux enjeux actuels.

Le gouvernement recule sur les 4000 suppressions de postes et le passage de un à trois jours de carence !

Le ministère prévoit de supprimer 470 postes dans le premier degré pour 74811 élèves de moins (au lieu des 3155 suppressions de postes initialement programmées par le gouvernement Barnier), de créer 324 emplois dans le second degré pour 16599 élèves de moins (alors que le projet initial était d'en supprimer 181) et de créer 170 emplois de CPE ainsi que 2000 emplois d'AESH en ETP. Une

grande partie des annonces de fermetures de classes dans les écoles sont annulées.

SUD éducation n'avait cessé de répéter que le service public d'éducation ne se remettrait pas de 4000 nouvelles suppressions de postes : c'est un soulagement de voir l'abandon du projet. Néanmoins, les annonces restent insuffisantes et il faut gagner davantage de créations de postes pour assurer le remplacement des personnels absents, leur formation et la baisse du nombre d'élèves par classe.

De même, acculé, le Premier ministre a annoncé l'abandon du scandaleux projet de passage de un à trois jours de carence. C'est une victoire pour les personnels, qui se sont massivement mis en grève le 5 décembre dernier, mais cette victoire est encore trop partielle car le jour de carence actuellement en vigueur est maintenu tout comme la volonté de baisser l'indemnisation des arrêts maladie.

Le “choc des savoirs” : une mauvaise idée qui a duré trop longtemps

Depuis décembre 2023, le ministère s'est entêté en dépit du bon sens à imposer coûte que coûte les mesures du “choc des savoirs” voulues par Gabriel Attal. Le “choc des savoirs”, décrié par l'ensemble de la communauté éducative, a donné lieu à un véritable fiasco dans les collèges à la rentrée 2024 avec la mise en œuvre des groupes de niveau/de besoin.

La ministre Élisabeth Borne a annoncé aux syndicats qu'elle ne souhaitait pas rendre le diplôme du brevet obligatoire pour l'inscription en classe de seconde, de même elle renonce à généraliser les groupes en 4e et en 3e et laisse aux équipes la liberté de décider elles-mêmes de la meilleure utilisation des moyens supplémentaires qui seront attribués pour ces deux niveaux à la rentrée 2025. SUD éducation continue d'exiger l'abandon des groupes en 6e et en 5e comme de la généralisation des évaluations nationales. Il ne reste déjà plus grand chose du “grand projet” de Gabriel Attal, sinon une profonde colère de la communauté éducative contre un pilotage autoritaire par le ministère.

Pour que l'inclusion scolaire devienne une réalité !

Le ministère présente l'inclusion scolaire comme une priorité dans la répartition des moyens pour la rentrée 2025. Néanmoins, derrière la vitrine de l'acte II de l'école inclusive, les élèves en situation de handicap ne sont pas accueilli·es dans de bonnes conditions à l'école : les classes sont surchargées, la formation des personnels est très insuffisante, les AESH sont maintenu·es dans la précarité et les élèves ne bénéficient pas d'un véritable suivi pédagogique et médico-social. Le ministère de l'Éducation nationale est de nouveau dans l'improvisation en annonçant la montée en puissance des pôles d'appui à la scolarisation (PAS) dans 4 nouveaux départements sans les avoir identifiés auparavant, ainsi que le déploiement des ULIS sans pouvoir donner plus d'informations. Pourtant l'inclusion scolaire nécessite davantage de moyens, de concertation et de transparence dans son pilotage.

Et maintenant ?

L'école est confrontée à des défis écologiques et sociaux majeurs pour construire la société démocratique de demain, c'est pourquoi **SUD éducation appelle les personnels, forts de ces avancées, à maintenir la pression pour le service public d'éducation afin de gagner :**

- l'abrogation des réformes de tri social à l'école ;
- l'attribution de moyens à l'école pour recruter davantage, mieux rémunérer, et baisser le nombre d'élèves par classe ;
- la création d'un statut de la Fonction publique pour les AESH ;
- la reconstruction de l'éducation prioritaire ;
- le désamiantage et la reconversion écologique du bâti scolaire.